

ARRÊTÉ N° 2023/024
AUTORISANT LE DEVERSEMENT
TEMPORAIRE DES EAUX D'EXHAURE

L'OREAL
1 avenue Eugène Schueller
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
SIRET : 63201210000053

Pour ses installations situées au
croisement rue Eugène Schueller à
Aulnay-Sous-Bois
Dans le réseau public d'assainissement
du territoire Paris Terres d'Envol

Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique
Vu l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;
Vu les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;
Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021
Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine Saint Denis
Vu le règlement d'assainissement du Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP)

Considérant l'avis émis sur la demande d'autorisation de déversement par :

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 01/12/2023

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

L'OREAL
1 avenue Eugène Schueller
93600 AULNAY-SOUS-BOIS

Coordonnées du demandeur
Madame Lise DUMONT
lise.dumont@loreal.com

Dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux d'exhaure provenant du puits de reconnaissance géothermique dans le réseau

territorial d'eaux usées de l'avenue Eugène Schueller à Aulnay-sous-Bois qui rejoint le réseau départemental d'eaux usées du boulevard Charles Floquet à Aulnay-sous-Bois puis les ouvrages et installations du SIAAP.

L'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
 - Colorer anormalement les rejets
 - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
 - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
 - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
 - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
 - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter les prescriptions du règlement de service de l'Assainissement de l'EPT, du règlement de l'assainissement Départemental.

B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier respecter les prescriptions particulières suivantes (réseau d'eaux usées)

Paramètres	Concentrations moyennes journalières maximale (mg /L)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2000 mg/l
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	800 mg/l
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l
Azote global (NGL)	150 mg/l
Phosphore total (Pt)	50 mg/l

Quel que soit le réseau

Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg /L)
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l
Benzène	0 mg/l
Toluène	4 mg/l

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20231213-2023-024-AU
Date de télétransmission : 13/12/2023
Date de réception préfecture : 13/12/2023

Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg /L)
Éthylbenzène	1,5 mg/l
Xylène	1,5 mg/l
Manganèse	0,05 mg/l
Mercuré (en Hg)	0,05 mg/l
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0,1 mg/l
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l
Chrome et composés (en Cr)	0,5 mg/l
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l
AOX	1 mg/l
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Sulfates	400 mg/l
Chlorures	500 mg/l
HAP	0,05 mg/l
PCB	0,05 mg/l

ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

Nature des rejets

Le rejet est demandé dans le cadre d'un projet de forage géothermique d'une profondeur de 80 mètres.
Le tableau suivant indique le volume rejeté en fonction du type d'activité.

Nombre d'heure estimé par phase	5	12	5	5	10	1	1	1	1	24	Total rejeté
Nettoyage air-lift (m3/h)	50		50	50							
Pompage de développement (m3/h)		60			60						
Pompage par palier (m3/h)						40	50	55	60		
Pompage longue durée (m3/h)										60	
Volume rejeté estimé	250	720	250	250	600	40	50	55	60	1440	3715

Plan des réseaux internes de collecte

Le rejet se fera à travers le branchement existant d'eaux usées du site sur l'avenue Eugène Schueller.

L'Etablissement devra prendre toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

Traitement préalable aux déversements

Les eaux d'exhaure devront transiter par un bac de décantation d'une capacité suffisante pour permettre la décantation des eaux avant rejet au réseau public.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté est délivré pour une durée de 10 jours. **L'Etablissement devra informer les gestionnaires de réseaux de la date de démarrage du rejet.**

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit, 1 semaine au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

Le bac de décantation des eaux d'exhaure devra être vidangé et curé régulièrement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues stockées sur rétention doivent être évacuées en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

Surveillance de la qualité des rejets :

Des mesures de débit, de pH et de température de l'effluent devront être effectuées journalièrement. Les paramètres du tableau de l'article 2-B devront être analysés en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement dès le début du pompage.

Transmission des données obtenues :

En cas de non-conformité du rapport d'analyse transmis par le laboratoire, l'établissement devra arrêter le déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Ce programme d'autosurveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

Le rapport d'autosurveillance qui sera transmis sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'autosurveillance
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous.

Contacts

Contact établissement	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	contact.usager@paristde.fr
Département de Seine Saint Denis DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cedex	01.43.93.65.00	autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr
SIAAP Direction Technique Service Etudes et Prospective 2 rue Jules César 75589 PARIS CEDEX 12	Tél. : 01 44 75 69 29 - 01 44 75 61 56	arrete.deversement@siaap.fr

Contrôle

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyse appelés à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION

L'Etablissement devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, ainsi que le Département et le SIAAP, en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...);
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfate établi à 400 mg/l, l'établissement devra mettre en place un détecteur d'H₂S au droit du rejet, afin de surveiller les émanations de gaz soufrés au réseau d'assainissement. Ce détecteur devra être accompagné d'une transmission de résultats à fréquence très courte et d'une alarme en cas du dépassement du seuil d'H₂S de 5 ppm.

Ce système devra être susceptible de stopper le rejet en cas de dégagement. Dans ce cas, l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol

Direction de l'Eau et l'Assainissement

0 800 10 23 13 – contact.usagers@paristde.fr

Département de Seine-Saint-Denis

Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Hydrologie Urbaine et Environnement
Bureau Qualité des Eaux
01 43 93 65 00

SIAAP

Permanence du SIAAP (24h/24 – 7j/7)
01 44 75 61 91 ou 01 44 75 68 76 - pc.saphyrs@siaap.fr

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

ARTICLE 9 – CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'établissement dont le déversement temporaire des eaux est autorisé par le présent arrêté est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement collectif dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les eaux d'exhaure rejetées au réseau territorial d'eaux usées, cette redevance est calculée selon les délibérations en vigueur sur la base d'une tarification des parts collecte, transport et traitement. Les eaux rejetées au réseau d'assainissement devront être comptabilisées par l'entreprise. Les eaux pluviales seront à déconnecter du comptage des eaux claires rejetées au réseau. Les rejets d'eaux pluviales ne donnent pas lieu à l'application d'une redevance.

Comme le prévoit l'Article 35 du règlement de service d'assainissement départemental, approuvé le 13 février 2014, ainsi que le Règlement du Service d'Assainissement du SIAAP et celui de Paris Terres d'Envol, le calcul de la redevance se fera sur les données d'autosurveillances fiables et validées par les services. En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé.

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau.

En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé, figurant à l'article 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT – nature des rejets de la présente autorisation. **Aucune régularisation ne sera acceptée dans un délai de plus de 3 mois après la date de fin d'autorisation de rejet.**

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Président du SIAAP
- Monsieur le Maire d'Aulnay-sous-Bois

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 13 DEC. 2023


Bruno BESCHIZZA
Président de Paris Terres d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20231213-2023-024-AU
Date de télétransmission : 13/12/2023
Date de réception préfecture : 13/12/2023